

Saül Karsz

L'heure n'est plus à la plainte !

SK. Lors d'une interview précédente [07.04.2023], je proposais un diagnostic et quelques issues sur la situation du travail social aux prises avec le néolibéralisme. Les prochaines Journées du **RESEAU PRATIQUES SOCIALES**¹ me donnent l'occasion de reprendre ces éléments en les centrant sur la conjoncture actuelle. Leitmotiv : ***l'heure n'est plus à la plainte !***

Une ***première donnée*** semble établie, incontournable, trop bien installée. Le néolibéralisme, en effet, a largement emporté la bataille culturelle, soit les postulations théoriques, les référentiels professionnels, les stratégies d'intervention. Le sens commun en est bel et bien pétri. Les manières de penser, et plus d'une fois les contenus, en sont tributaires, notamment quand la question du « ***comment faire*** » escamote, quand elle ne l'écrase pas, la question du « ***pourquoi ?*** ». Le néolibéralisme accentue les modalités capitalistes de production économique, l'usage ouvertement discriminatoire des lois et réglementations, la répartition systématiquement inégalitaire des biens et des services. Il s'agit aussi, c'est le point central ici, d'une véritable révolution culturelle, quoique doublée d'une inculture crasse sur maints sujets. Est en cours une reconfiguration en profondeur des conceptions du monde et de la vie. Bien au-delà du seul travail social et médico-social, bien entendu. Des auteurs ont bien décrit ce processus, dont l'excellent binôme Pierre Dardot et Christian Laval.

Deuxième donnée : les interventions sociales, éducatives et thérapeutiques, c'est-à-dire les actions ordinaires du travail social et les pratiques quotidiennes d'enseignement et de santé n'échappent nullement à cette mainmise néolibérale. Il s'agit des orientations politiques d'ensemble, dont le fonctionnement de maints établissements, ainsi que de la détérioration des conditions de travail, dont les rémunérations et les horaires. Sont également concernés les pratiques de terrain, les actions susceptibles d'être menées ou rendues improbables sinon interdites, les services et prestations concrètement servis aux usagers. La raison d'être des interventions, leur périmètre et leur puissance, l'accompagnement qu'elles peuvent fournir sont durement ébranlés. Nombreux sont alors les professionnels et les essayistes à invoquer la « crise du sens » - sentiment légitime, hypothèse à réviser (interview du 07.04.2023).

Troisième donnée : les interventions sociales, pédagogiques et de formation, les interventions thérapeutiques et socio-sanitaires présentent, chacune, des particularités, des contraintes et des possibilités irréductibles les unes aux autres. Elles présentent aussi des convergences notoires, en termes de restrictions subies et eu égard aux services finalement complémentaires que chacune procure à la population. Ces interventions ont moult intérêts communs. Pas question de gommer leurs spécificités, pas question non plus d'en faire des bastions inexpugnables. D'autant moins que, sur le terrain, toutes trois font régulièrement recours les unes aux autres. Les mésaventures de chacune s'avèrent d'autant plus insurmontables qu'elles prétendent s'en sortir chacune de son côté.

¹ « Interventions sociales, éducatives, thérapeutiques au temps du néolibéralisme avancé : débâcle ou opportunité ? » 8-9-10 décembre 2025 à Paris. [Journées d'Étude 25](#)

Des doléances au changement de paradigme

Les difficultés aussi multiples que pesantes des interventions expliquent la réitération des doléances chez les professionnels. Devoir exercer son métier dans des conditions improbables ou précaires n'est évidemment pas une panacée désirable. Terreau de choix pour les doléances et pour le vécu persistant d'une perte de sens du métier.

Doléances parfaitement fondées, au demeurant. Elles risquent cependant de faire croire que les interventions sociales, éducatives ou thérapeutiques ne sont pour rien dans la situation contemporaine et qu'en outre, elles n'y peuvent rien. Les rapports de force leur seraient particulièrement défavorables. Un scénario victimologique semble régler les rôles et attributs de chacun. **Scénario fort contestable, en fait.** En effet, il présuppose un passé confortable, sinon passablement glorieux qui en réalité n'a jamais existé : aucune époque n'est exempte d'après combats, les avancées démocratiques sont toujours à défendre bec et ongles. D'ailleurs, ces interventions ne sont pas d'un seul tenant, tous les professionnels n'adhèrent pas aux mêmes principes ni ne pratiquent non plus des abords semblables. Loin s'en faut ! Dans n'importe quel métier, des professionnels diffèrent par leurs options, référentiels, stratégies d'intervention. Certains s'opposent vigoureusement à la révolution néolibérale, d'autres y sont réticents, d'autres encore la valident assez sincèrement. C'est leur droit le plus strict, bien sûr. Mais cette situation interdit d'imaginer les interventions sociales ou autres comme des entités homogènes et sans clivages. Il faut donc les nommer au pluriel. Des tendances disparates les parcourent, au point que certaines interventions colportent, voire encouragent les orientations néolibérales que d'autres s'emploient à refouler. Le travail social, l'enseignement, la formation, les soins, étant des espaces vivants, il est normal et nécessaire que des dissonances de forme et de fond les traversent.

Précision : il ne s'agit pas ici des opinions des professionnels, voire de leurs adhésions syndicales et politiques. Sont précisément visées les pratiques d'intervention, les modalités d'abordage et de traitement des situations, les catégories et nomenclatures mobilisées, les actes posés, les prestations accordées ou déniées, la manière de s'adresser aux destinataires (usagers, élèves, patients). Il y a une consistance, une matérialité, pour tout dire un statut objectif des interventions (caractéristiques, puissance, limites) qui ne se confondent pas, automatiquement du moins, avec les points de vue de leurs porteurs.

Restons encore sur le scénario victimologique. Une autre raison vient l'infirmier. À savoir, des marges de manœuvre existent, résistances et autres tentatives de desserrement sont loin de faire défaut. Des objections aux politiques sociales voient le jour, des établissements préservent des espaces de rencontre et d'écoute effectives, mettent en œuvre des dispositifs innovants, reconnaissent volontiers l'autonomie des usagers. Nombreux sont les professionnels qui cultivent cette vertu nullement désuète qu'est l'amour du métier bien fait. Quant aux usagers qui se refusent au régime en place, ils sont loin d'exprimer uniquement ou fondamentalement leur mal-être : ils disent quelque chose d'essentiel sur le fonctionnement (!?) dudit régime. La paix sociale n'exclut pas les charbons ardents. Ainsi donc, sous-estimer les réticences et oppositions, les alliances professionnels-usagers, la recherche d'alternatives et de chemins de traverse, bref les dynamiques éparses mais effectives en cours décrit très insuffisamment la situation actuelle. Pire, la déforme.

C'est pourquoi, justement, l'heure n'est plus à la plainte. Celle-ci a bien marqué la sidération devant une politique de plus en plus implacable, sourde tant aux besoins de vastes secteurs sociaux qu'aux demandes des professionnels. Or, parce que cette surdité s'est installée en bonne et due forme, la conjoncture a, elle, assez radicalement changé. Les attermoissements relèvent de

la complicité, du soutien involontaire, par omission. Aujourd'hui, de plus en plus explicitement, dans les moindres coins et recoins de l'intervention sociale, éducative et thérapeutique, la sidération se confronte à un choix clair et net. Son destin s'y joue. Soit elle devient une habitude, un style, voire un fonds de commerce finalement assez confortable, plutôt décoratif au demeurant, bref un autre nom du ressentiment, soit elle cède la place à un sursaut salutaire qui engage chacun-e, à un compromis qui ne va pas sans risques ni, partant, sans bénéfices professionnels, sans satisfactions subjectives. C'est là que le beau terme d'éthique prend toute sa saveur.

A force d'être inlassablement répétées à peu près à l'identique, plaintes, doléances et lamentations perdent inexorablement leur tranchant, cessent progressivement d'émouvoir. Aptes pour fabriquer de la bonne conscience, impuissantes pour participer à des offensives de rupture, d'invention, de création. Elles donnent lieu à des discours qui dénoncent les turpitudes néolibérales (indubitables) tout en sous-entendant les mérites insondables de leurs dénonciateurs (à vérifier).

Ce qu'on peut objecter aujourd'hui à ce genre de postures c'est la présomption d'innocence, de divine innocence dont elles s'auréolent. En clair : si des marges de manœuvre existent, alors nous sommes, tous, au moins un peu co-responsables de la situation présente, de sa pérennisation et de sa transformation. Le reconnaître est une condition éthique minimale. Car, tout compte fait, les obstacles pour renouer avec les idéaux de solidarité et d'empathie ne relèvent pas du seul néolibéralisme.

On n'y verra cependant pas de la culpabilisation, sentiment moral-iste qui s'appesantit trop souvent sur la dimension subjective au détriment de la portée objective des contenus concernés. Il s'agit de faire la part des choses, d'admettre que le néolibéralisme est grand et puissant *aussi* parce que nous sommes et restons à genoux (La Boétie). Cette collaboration passive fonctionne comme une alliée involontaire de cela même qu'elle rejette - aux antipodes du travail d'analyse rigoureuse et de mise en perspective qui s'impose aujourd'hui.

Des leviers ne manquent pas, à tous les niveaux de l'intervention sociale, éducative et thérapeutique. Au cours de celle-ci, l'intervenant saisit et assimile, certes pas ce qu'il veut mais juste et rien de moins que ce qu'il peut, en fonction de l'arsenal théorique et idéologique dont il dispose, des configurations conscientes et inconscientes qu'il mobilise, du repérage du réel que ce bagage rend possible. La définition, la représentation, la finesse des appellations concernant le destinataire de l'intervention encadrent, même à l'insu de l'intervenant, ce que ce dernier peut ou ne peut pas voir, entendre, comprendre. Exemple : ce n'est pas du tout la même chose d'arguer que l'utilisateur se confronte à des difficultés et des problèmes qui requièrent une prise en charge par l'intervenant ou bien que l'utilisateur cherche des compromis vivables qui requièrent une prise en compte partagée avec l'intervenant. Là, le destinataire est fragile, précaire, carencé. Ici, il est consistant, avec des fragilités diverses (pas forcément plus graves que celles du commun des mortels), doté de stratégies et de ressources. Avec le premier on parle cuisine, affaires domestiques, couches et biberons ; avec le second on aborde les questions philosophiques et géopolitiques (sic) que les affaires domestiques colportent, les enjeux extra-scolaires que les parcours scolaires mettent en relief, les implications sociales déclenchées par le salariat et le chômage. Il faut, certes, éviter le salmigondis spéculatif, le bla-bla pseudo-savant non ancré dans l'histoire réelle – exactement comme à l'université !

Le statut du psychisme joue à cet égard, aujourd'hui en particulier, un rôle décisif. Celui-ci prend la forme d'une disjonction à laquelle praticiens et théoriciens sont concrètement confrontés. Soit il s'agit d'une dimension incontournable chez le destinataire autant que chez l'intervenant, une explication déterminante quoique partielle des mécanismes subjectifs, une mise au

clair indispensable mais fragmentaire des comportements : ne pas solliciter cette dimension rend proprement mystérieux des pans entiers des situations abordées et de leur traitement. Soit, au contraire, le psychisme dépeint exhaustivement les comportements, concentre les raisons ultimes des affects et des pensées, épuise la situation des publics et des actions entreprises à leur égard. Les facteurs familiaux, scolaires, de travail, les prescriptions de la politique sociale s'y voient accorder un rôle de contexte extérieur, plutôt accidentel, sinon ornemental. La dimension psychique est ici transformée en omni-explication psychologue, posture néolibéralement compatible (« la société va bien, des individus sont défaillants quand ils ne savent pas en profiter »). Pareille posture n'est certainement pas le meilleur service à rendre aux hypothèses psychologiques et psychanalytiques...

Psychisme-dimension ou psychisme-omni-explication illustrent des stratégies d'intervention typiques et typées, chacune servie par des méthodes, démarches et objectifs particuliers. Stratégies en tous points opposées : un usager fragile, défaillant, n'est effectivement pas un sujet socio-désirant, le psychisme-dimension n'est sans doute pas le psychisme-cause des causes. Dans les deux cas, c'est la même personne qui, accueillie fort différemment, recevra des traitements eux-mêmes différents en vue de résolutions complètement divergentes. Ce n'est donc pas exactement la même personne. Une vaste littérature détaille ce spectre, ainsi que des cycles de formation initiale et supérieure, des réunions dites de synthèse, des colloques. Ce sont surtout les interventions de terrain qui mènent ces stratégies de l'avant ou qui les infirment.

Or, quelle que soit la posture adoptée, il ressort que les notions et référentiels utilisés ou au contraire évités marquent des engagements, des compromis, voire des compromissions. Aucune neutralité affective, idéologique, voire politique n'est possible en la matière. Même si la question de l'objectivité des diagnostics et de l'opérationnalité des pratiques ne cesse de se poser ².

C'est très précisément ce compromis que la conjoncture des interventions sociales, thérapeutiques et éducatives mettent aujourd'hui sur le devant de la scène. Les plaintes ne suffisent plus, les doléances regrettent un passé finalement inexistant, les dénonciations se reposent trop sur leurs sous-entendus et ouvrent à peine sur des perspectives.

Éclate alors le rôle-clé des stratégies d'intervention. En effet, la complexité de la pratique ne vient pas seulement de la situation des destinataires ni même des ressources matérielles et humaines de plus en plus pingres. Cette complexité se trouve lourdement corrélée aux stratégies mises en œuvre, à ce que celles-ci permettent de voir, de sentir, de penser. Or, leur puissance se trouve bien souvent déniée. Elles sont couramment traitées comme si, allant de soi, elles posaient des interrogations fondamentalement techniques, ou comme si elles découlaient surtout des préférences personnelles. Ce n'est pas à coups de protocoles, ni non plus de bon sens « naturel » qu'elles révèlent leurs enjeux. En fait, les stratégies d'intervention colportent des engagements, des partis pris, des orientations en faveur de certaines options et contre d'autres. Ce sont des compromis matérialisés. Des référentiels théoriques sont chaque fois en cause, soit des mots-clés, des catégories cruciales, des démarches capitales, des argumentations déroutantes ou novatrices. Des éthiques singulières s'y font jour. Le-la professionnel-le a intérêt à les examiner de près pour ne pas faire dans la pratique le contraire, ou presque, de ce qu'il-elle dit faire ou vouloir faire. De quoi s'équiper pour que la résistance proclamée se transforme en contribution modeste mais effective à un monde moins cruel.

² La différence objectivité/neutralité est abordée dans : S. Karsz, *Questions sociales, affaires intimes*, Paris, Dunod, 2017, chapitre 8.

On objectera que cette démarche requiert du temps, denrée rare qui, surtout sous le néolibéralisme, *is money*. Sans doute. Des collectifs solides peuvent alléger cette charge, de même que des cycles d'analyse des pratiques conçus comme des espaces d'élaboration de convergences *et* de divergences raisonnées. Transiter de la *prise en charge* à la *prise en compte*, du *faire pour* au *faire avec* définit le nœud gordien de ce passage. D'autant plus, enfin, que le temps ne se confond nullement avec la disponibilité : l'un est rationné et se déploie dans un cadre, l'autre est dynamique et a lieu parfois grâce au cadre, parfois malgré lui. Le temps existe déjà, conforme et conformé, la disponibilité reste à inventer au cas par cas. Et si, en effet, on réussit rarement à avoir tout le temps qu'il faudrait, il reste à chaque professionnel-le de voir quelles disponibilités il-elle est prêt-e à agencer, de quelles responsabilités il-elle est comptable. Moments précis et précieux où, avançons-nous, le beau terme d'éthique prend toute sa saveur.

Octobre 2025